



Comité consultatif sur les services en français

Procès-verbal

N° de la réunion : 5
Date : le jeudi 14 novembre 2024
Heure : 18 h 30
Endroit : Participation par voie électronique

Présents : Marc Beaudry, Mireille Brownhill, Diane Desaulniers,
Katherine Dupuis, Danièle Fillion, Neiges Sénéchal

Absent(s): Warsama Aden, Fatouma Ali-Ismail, Marc Maisonneuve, Lina
Nada Maach

Membre non votant présent : Stéphanie Plante, conseillère

1. Avis et renseignements concernant la réunion à l'intention des participants à la réunion et du public

Les membres du Comité et du Conseil, le personnel de la Ville, les médias et le public peuvent suivre la réunion sur Zoom, à cette adresse :

[No du webinaire Zoom : 833 9791 6164](#)

Les avis et renseignements concernant les réunions sont joints à l'ordre du jour et au procès-verbal, y compris : la disponibilité des services d'interprétation simultanée et des mesures d'accessibilité; les avis de non-responsabilité relativement aux renseignements personnels pour les correspondants et les intervenants; les avis relatifs aux procès-verbaux; les détails sur la participation à distance.

Des formats accessibles et des soutiens à la communication sont offerts sur demande.

La date limite pour s'inscrire par téléphone ou par courriel, en vue de prendre la parole devant le comité, de soumettre des commentaires par écrit ou de faire une présentation visuelle, est le jour de la réunion, à 16 h.

2. Déclarations d'intérêt

Aucune déclaration d'intérêt n'a été présentée.

3. Adoption des procès-verbaux

3.1 Procès-verbal 4 du CCSF – le jeudi 12 septembre 2024

La vice-présidente Brownhill et le membre Beaudry commentent le degré de précision des questions des membres et des réponses du personnel. Au terme de brefs échanges, le Comité approuve le procès-verbal.

Adopté

4. Direction générale des services des finances

4.1 Budgets préliminaires de fonctionnement et d'immobilisations de 2025 – Comité consultatif sur les services en français

Suzanne Schnob, gestionnaire, Services des finances, fait une présentation sur le budget préliminaire de fonctionnement et des immobilisations 2025. Nathalie Lemire, coordonnatrice, Services en français, fait le survol de la partie du budget allouée aux Services en français.

Les discussions et questions des membres du Comité consultatif portent sur :

- le fait que le budget alloué à la formation linguistique fait partie du budget des Ressources humaines;
- la signification de « budget préliminaire » et la possibilité de modifier le budget avant son approbation par le Conseil en décembre;
- la possibilité que le budget préliminaire des Services en français soit gelé ou réduit avant son adoption par le Conseil (le personnel précise qu'habituellement, le budget des Services en français est adopté tel quel; dans ce cas-ci, l'augmentation proposée repose sur les contrats existants et la hausse du coût de la vie).

Le personnel explique également que les membres du Comité pourront soumettre leurs commentaires sur le budget avant son approbation par le Conseil.

Le Comité consultatif prend acte de la présentation à titre d'information et adopte la motion n° FLSAC 2024-05-01.

Recommandation

Que le Comité consultatif sur les services en français prenne connaissance de cette présentation à titre d'information.

Reçu

Motion n°CCSF 2024-05-01

Proposée par Diane Desaulniers

IL EST RÉSOLU que le Comité consultatif sur les services en français (CCSF) autorise la présidence et la vice-présidence du CCSF à soumettre les commentaires consolidés du Comité sur le budget de fonctionnement et d'immobilisations préliminaire de 2025 à la coordonnatrice du Comité avant le 29 novembre, afin qu'ils soient transmis aux membres du Comité des finances et des services organisationnels et au Conseil municipal.

Voix affirmative(s) (6): Marc Beaudry, Mireille Brownhill, Diane Desaulniers, Katherine Dupuis, Danièle Filion, et Neiges Sénéchal

Adopté (6 à 0)

5. Direction générale des services sociaux et communautaires

5.1 Programmes et services des Services sociaux et communautaires

Les points 5.1 et 5.2 sont examinés conjointement par le Comité consultatif.

Clara Freire, directrice générale, Direction générale des services sociaux et communautaires (DGSSC), et Stéphanie Bordage, directrice, Services sociaux et d'emploi, font une présentation sur les programmes et les services qu'offre la DGSSC. Micki Di Cesare, gestionnaire, Services à l'enfance, fait une présentation sur les Services à l'enfance.

Les discussions et questions des membres du Comité consultatif portent sur :

- une demande d'information supplémentaire sur le plan stratégique de la DGSSC, les sondages menés et les indicateurs de rendement

clés utilisés pour mesurer les progrès de la Direction générale vers l'atteinte de ses objectifs (il se peut que les indicateurs doivent être réévalués pour aider la Direction générale à atteindre les objectifs définis auprès de la communauté francophone);

- l'application des principes d'accessibilité et de visibilité linguistiques lorsque des représentantes et représentants de la Direction générale interagissent avec le public;
- les représentantes et représentants communautaires qui devraient idéalement être représentatifs des publics cibles (étudiantes et étudiants, aînées et aînés, nouveaux parents, conseils scolaires, etc.);
- les réserves entourant la désignation de centres comme francophones, qui fait en sorte que les centres bilingues deviennent plus anglophones;
- les inquiétudes concernant le fait que les services en français sont vus dans une optique d'équité et d'inclusion plutôt que comme des services « ordinaires »;
- les lacunes relevées par la DGSSC dans la prestation des services en français en raison de l'insuffisance du financement provincial ainsi que le manque de logements abordables et de services pour lutter contre l'approvisionnement en drogues toxiques;
- l'absence de plaintes reçues par la DGSSC sur le manque d'accessibilité aux services en français;
- les critères d'accès aux services de garde francophone et l'universalité de cet accès (les familles francophones y ont droit, mais il se peut que les services de garde aient leurs propres politiques);
- la pénurie de travailleuses et travailleurs francophones dans les services de garde, et la collaboration de la DGSSC avec différents partenaires (collèges, universités et autres établissements) pour remédier à cette pénurie;
- l'augmentation de 50 % du nombre de membres du personnel bilingues à la DGSSC en réponse aux besoins communautaires (cette hausse est attribuable au recrutement externe et à la priorisation des compétences multilingues, dont celles en français);
- les services de garde d'enfants participant au Système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants (SPAGJE), lequel accorde la priorité aux collectivités défavorisées en raison du nombre limité de places, dans le but d'atteindre la

cible de 40 % fixée par la province dans toutes les collectivités d'Ottawa;

- les résultats des sondages et des discussions tenus auprès de la communauté francophone, qui seront rendus publics dans un rapport d'étape présenté au Comité des services communautaires en 2025;
- le fait que les personnes qui ne parlent pas anglais ont le plus de difficulté à trouver un emploi et qu'elles ont donc besoin de plus de soutien de la part de la DGSSC;
- les nouvelles arrivantes et nouveaux arrivants qui ne parlent ni anglais ni français, et qui privilégient parfois l'apprentissage de l'anglais.

Le Comité consultatif prend acte de la présentation à titre d'information sur les points 5.1 et 5.2.

MESURES

- La DGSSC transmettra de l'information supplémentaire sur ses programmes et services aux membres.
- Le Bureau du greffe municipal fera un suivi auprès de la DGSSC pour transmettre aux membres du Comité les questions officielles qui guideront les recommandations.
- La présidence fera un suivi auprès des membres afin de solliciter des volontaires qui formeront un groupe de travail et rédigeront un rapport pour l'objectif 1, activité 2 ainsi que pour l'objectif 1, activité 3 du plan de travail du Comité consultatif sur les services en français.

Recommandation

Que le Comité consultatif sur les services en français prenne connaissance de la présentation et la commente s'il y a lieu.

Adopté

5.2 Programmes et services des Services à l'enfance

Les points 5.1 et 5.2 sont examinés conjointement par le Comité consultatif.

Recommandation

Que le Comité consultatif sur les services en français prenne connaissance de la présentation et la commente s'il y a lieu.

Adopté

6. Points à huis clos

Il n'y a aucun point à huis clos.

7. Avis de motions (pour examen lors d'une réunion subséquente)

Il n'y a aucun avis de motion.

8. Demandes de renseignements

Il n'y a aucune demande de renseignements.

9. Autres questions

Il n'y a aucune autre question.

10. Levée de la séance

Prochaine réunion

Le jeudi 13 février 2025.

La séance est levée à 20 h 38.

Original signé par M. Blais,
coordonnatrice du comité

Original signé par la présidence